



Un jour noir à Anderlecht, allumons les torches.

Vendredi 17 janvier 2014. Encore un jour noir à Bruxelles. Dans l'après-midi, des policiers en civil de la zone Bruxelles Capitale-Ixelles pénètrent dans un immeuble près de la Porte d'Anderlecht. Muni d'un trousseau de clés "confisqué sur une personne arrêtée", ils montent au deuxième étage et ouvrent la porte de l'appartement. Quelques instants plus tard, Maria Chidiri se retrouve morte sur le pavé de la rue. Elle aurait tenté de s'échapper en s'agrippant à l'antenne parabolique qui s'est décrochée. La police refuse tout commentaire sur l'affaire, le parquet se limite à un laconique « Elle était innocente dans cette affaire ». Maria Chidiri, assassinée par les limiers du pouvoir.

Qu'elles se taisent, les autorités. Qu'elles ferment leur sale bouche pleine de mensonges, qu'elles cherchent comme toujours à cacher leurs mains qui assassinent. Mais nous, non. Pas question de se taire. A nous maintenant de crier, de crier notre rage et révolte contre ce monde qui tue au nom du contrôle et du pouvoir.

Respirons profondément et crachons du feu. Les contrôles dans les quartiers se multiplient, les forces de l'ordre sont déterminées à imposer la loi à tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'y tenir, les entrepreneurs et les dirigeants investissent massivement dans de nouveaux projets de construction pour enclaver les quartiers populaires. Tout cela fait partie d'une même lo-

gique, d'un même projet pour Bruxelles : faire régner l'ordre, appeler et forcer tout le monde à marcher au pas, étouffer la révolte qui couve. La torture systématique dans les commissariats bruxellois va main dans la main avec une ville entière placée sous vidéosurveillance. La construction prévue de la plus grande prison de Belgique sur le sol bruxellois n'est qu'un autre volet de la guerre que le pouvoir mène aux pauvres en implantant des logements de luxe dans les quartiers populaires et en militarisant les transports en commun. Si le pouvoir est bien conscient de ce qu'il est en train de faire, un choix se présente à nous : se laisser faire ou se battre.

L'heure n'est peut-être pas à l'affrontement frontal avec le pouvoir, mais face à la guerre qu'elle mène contre le Bruxelles d'en bas, il faut prendre l'initiative en main. Certains diront peut-être que nous sommes trop peu, trop peu à vouloir et à oser se révolter, mais en fait, la question n'est pas là. Si le pouvoir tisse partout son filet de contrôle, il est pourtant loin d'être tout-puissant. Quand l'ennemi se présente en masse et occupe le territoire comme tout pouvoir doit logiquement faire pour faire courber les échine aux opprimés, il faut agir en partisans. En petits groupes, agiles et créatifs, pour saboter les projets du pouvoir. Mettre le feu aux chantiers qui annoncent la venue du pouvoir et du fric. Couper les câbles de la vidéosurveillance. Transformer les poubelles et les véhicules d'entreprises en autant de torches de révolte. Débusquer les patrouilles de police isolées et vulnérables. Provoquer du désordre dans la routine quotidienne de la misère et de l'économie, comme faisaient ces vieux saboteurs qui coupaient l'électricité, sabotaient les chemins de fer et les métros, érigeaient des petites barricades sur les axes routiers pour bloquer la circulation. Et créer de l'espace, là où s'est possible, pour se parler et se coordonner dans la lutte contre le pouvoir. Des espaces auxquels le pouvoir n'a pas accès, comme des marécages où ces troupes s'enfoncent fatalement. Car on a besoin d'air, d'air frais et courageux si on veut que le vent de la révolte souffle.

Solidarité avec tous ceux et toutes celles qui se battent contre le pouvoir. Dans les quartiers comme dans les prisons, dans les centres fermés comme dans les rues.

Pour en finir avec ce monde qui tue et exploite au nom de la loi et du fric, ne nous taisons plus, passons à l'assaut.

Pour l'insurrection.